



Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

1600 De Lorimier, bureau 396, Montréal (Québec) H2K 3W5

Téléphone : 514-843-3236 | Télécopieur : 514-843-6512

info@mepacq.qc.ca | www.mepacq.qc.ca

QUI SOMMES-NOUS?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

À QUI S'ADRESSE CE GUIDE?

Ce guide s'adresse aux organismes qui se consacrent à l'éducation populaire. Il présente brièvement le fonctionnement de la politique québécoise, les principaux partis politiques et les enjeux électoraux. Pour plusieurs des sujets traités, il propose des activités d'éducation populaire. À vous de choisir le contenu que vous voulez partager avec les gens qui fréquentent votre organisme et les activités que vous souhaitez animer.

AVERTISSEMENT

Le MÉPACQ prend clairement position pour la redistribution de la richesse et l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus pauvres. Il s'oppose ouvertement aux politiques néolibérales, aux coupes dans les programmes sociaux et à la privatisation et la tarification des services publics. Toutefois, il ne favorise aucun parti politique en particulier. À vous de faire la part des choses. À vous de questionner les candidates et candidats. À vous de vérifier si les programmes des partis politiques correspondent à ce que représente pour vous le Québec d'aujourd'hui et de demain.

Ce document peut être reproduit en tout ou en partie à la condition de mentionner la source.

LA POPULATION APPELÉE À VOTER

Le 1er octobre prochain, les Québécoises et les Québécois iront aux urnes pour élire le prochain gouvernement du Québec. Certaines personnes l'ont fait des dizaines de fois par le passé. Pour d'autres, c'est une première. Dans tous les cas, voter est un droit et un acte démocratique à travers lequel chaque citoyenne et citoyen exprime sa volonté politique. Les élections provinciales traitent d'enjeux majeurs qui affecteront la vie de l'ensemble de la population.

MIEUX COMPRENDRE LA VIE DÉMOCRATIQUE PROVINCIALE

Le Québec fait partie d'un ensemble. Il forme avec neuf autres provinces une confédération que l'on appelle le Canada. Cette réalité colore les décisions que prennent les personnes qui l'administrent.

Ainsi, au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux se répartissent les pouvoirs entre eux. Ils partagent également des compétences communes. Par exemple, le premier ministre du Québec ne peut pas augmenter le nombre d'heures nécessaires pour obtenir de l'assurance-emploi et le premier ministre du Canada ne peut pas décider de couper dans l'aide sociale au Québec.

Voici la répartition des principaux champs de compétence selon l'ordre de gouvernement :

Provincial

Éducation (sauf des Autochtones)
Santé
Aide sociale
Ressources naturelles
Municipalités
Culture
Terres et forêts

Fédéral

Assurance-emploi
Armée
Affaires autochtones*
Monnaie et banques
Faillites
Lois criminelles
Poste

Communs

Environnement
Agriculture
Immigration (au Québec seulement)
Travaux publics
Culture (le Québec détient plus de pouvoir que les autres provinces dans ce domaine)

*Les nations autochtones sont parfois consultées sur ces enjeux et elles possèdent certaines formes de pouvoir sur ceux-ci.

Animation 1 :

Matériel :

Un tableau ou de grandes feuilles de papier

Les compétences écrites en gros sur des cartons individuels, pour coller sur le tableau

Des petits cartons rouges et bleus

Instructions :

On écrit sur de grandes feuilles les catégories ci-dessus (provinciales, fédérales, communes)

On distribue à chaque personne des cartons bleus et rouges

On choisit une personne volontaire dans la salle pour faire l'exercice (cela peut se faire à tour de rôle)

On pige au fur et à mesure les cartons avec les différentes compétences. La personne volontaire place chaque compétence dans la colonne correspondante.

Après avoir choisi, on consulte la salle. Chaque personne lève son carton bleu (froid/non/désaccord) ou rouge (chaud/oui/accord) pour signifier son opinion. La personne volontaire choisit de suivre ou non l'avis du groupe.

L'objectif de cette animation est de voir à quel point les personnes se fient au jugement des autres. Ainsi, les personnes plus timides peuvent donner leur opinion dès le début de l'atelier sans se sentir trop menacées, puisqu'elle se retrouvera parmi les opinions du groupe. De même, les personnes plus à l'aise à s'exprimer seront amenées à tenir compte de l'opinion des autres membres du groupe.

L'ÉTAT QUÉBÉCOIS

Au Québec, il y a 125 circonscriptions électorales. Dans chaque circonscription, la candidate ou le candidat qui obtient le plus de votes est élu pour représenter la population de ce territoire. Elle ou il devient alors députée ou député.

L'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale se compose des 125 personnes élues par la population. Elles y étudient, analysent et votent les lois du Québec. L'Assemblée nationale exerce le pouvoir législatif. Toute loi doit recevoir la sanction royale de la lieutenante-gouverneure ou du lieutenant-gouverneur du Québec, la représentante ou le représentant de la Reine d'Angleterre.

Le gouvernement

Le parti politique qui fait élire le plus de députées et députés forme le gouvernement. Le chef de ce parti devient le premier ministre.

Le gouvernement détient le pouvoir de mettre en place les lois votées et les politiques, ainsi que d'administrer l'État. Il exerce le pouvoir exécutif.

Le deuxième parti qui compte le plus de députées et députés forme l'opposition officielle.

Le système de justice

Les tribunaux font respecter les lois; ils exercent le pouvoir judiciaire. Ces tribunaux sont indépendants du gouvernement, même si la nomination de plusieurs juges relève du gouvernement fédéral et provincial.

Les rôles de la députée ou du député

Outre de voter les lois, les parlementaires remplissent plusieurs autres rôles.

Leur rôle principal est de représenter les citoyennes et les citoyens de leur circonscription auprès du gouvernement. Les parlementaires veillent à ce que leur communauté reçoive sa juste part des programmes publics et servent d'intermédiaire avec l'administration publique.

Quand elles et ils siègent dans l'opposition, les parlementaires exercent un contrôle sur les actes du gouvernement lors des périodes de questions, lors des différents débats ou en commission.

Animation 2 : Quelles députées et quels députés connaissez-vous?

En grand groupe, demander aux personnes participantes de nommer des députées ou députés qu'elles connaissent.

Les noter sur le tableau, même si l'on ne connaît pas leur nom (ex. : le jeune qui a fait la grève en 2012 – parlant de Gabriel Nadeau-Dubois)

On présume qu'on aura une liste clairement en dessous des 125 députées et députés. On peut plaisanter sur cela (« 17 sur 125, c'est pas pire! »)

L'idée derrière cet exercice n'est pas de tester les connaissances de quiconque ni de juger les personnes participantes. Au contraire, il s'agit d'amorcer une réflexion sur les rapports qu'on développe avec nos députées et députés, qui sont considérés au service de leur électorat.

Voici quelques questions pour guider la discussion :

Comment connaissez-vous ces députées et députés?

Est-ce que ce sont les députées ou députés de votre comté? Des députées ou députés avec un rôle spécifique (ex. : ministres, chefs de parti)?

Pensez-vous que les députées et députés sont assez présents auprès de la population, ou en revanche y a-t-il un travail à faire à ce niveau-là?

DES VISIONS CONTRASTÉES

De la droite à la gauche, en passant par le centre

Les candidates ou candidats aux élections qui partagent des valeurs communes se regroupent au sein d'un parti politique et proposent des politiques en lien avec ces valeurs.

Quand on parle de politique, que ce soit dans les médias, dans les réseaux sociaux ou même dans nos conversations informelles, deux mots reviennent inévitablement : la droite et la gauche. En fonction de leurs valeurs, certains partis politiques proposent des mesures de droite, d'autres des mesures de gauche, et certains proposent un mélange de droite et de gauche (centre) ou une application modérée. Voici quelques valeurs et idées associées à la droite et à la gauche.

Gauche

Valeurs liées au progrès, à l'égalité, à la solidarité et à la justice sociale.

Changements favorables aux classes sociales les plus pauvres ou exclues socialement.

Meilleure redistribution de la richesse.

Intervention de l'État dans l'économie

Centre

Assemblage de valeurs de gauche (comme la redistribution des richesses) et de droite (comme la défense des libertés individuelles).

Positions intermédiaires entre les progressistes et les conservateurs, souvent plus modérées.

Droite

Valeurs liées au maintien des traditions, à la valorisation du mérite individuel.

Tendance à minimiser, voire à nier les inégalités sociales historiques.

Insistance sur la sécurité et le maintien de l'ordre.

Priorité accordée à la création de la richesse et à la réduction de la taille de l'État.

Valorisation du libre marché et de la compétition au détriment des décisions gouvernementales.

Bulle historique

Savez-vous pourquoi on parle de gauche et de droite?

Durant les années entourant la Révolution française, les partisans du roi, et donc de l'ordre établi (nobles et membres de l'Église), se regroupaient à droite du président de l'Assemblée constituante, tandis que les opposants (paysans, artisans, petits commerçants), qui voulaient réformer les institutions politiques, se regroupaient à gauche.

Depuis lors, on associe donc les tendances plus conservatrices à la « droite » et celles plus progressistes à la « gauche ».

Animation 3 : Les mesures suivantes sont-elles de droite ou de gauche?

En utilisant les cartons bleus et rouges de l'animation 1, demander aux personnes participantes de déterminer si les mesures ou politiques ci-dessous penchent davantage d'un côté ou de l'autre. Qu'est-ce qui motive leur choix?

Mesures de gauche :

Congés parentaux

Garderies à 7 \$

Construction de logements sociaux

Aide aux victimes d'acte criminel

Assurance médicament

Hausse d'impôt des entreprises

Pensions pour personnes âgées

Universalité de l'assurance maladie

Légalisation du mariage homosexuel

Promotion de l'immigration au Québec

Protection de l'environnement

Mesures de droite :

Partenariats public-privé (PPP)

Hausse des frais de scolarité

Hausse des tarifs d'électricité

Réductions à l'aide sociale

Taxe santé

Hausse du nombre d'heures requis pour toucher de l'assurance-emploi

Guerre dans un pays étranger

Augmentation de la durée des peines d'emprisonnement
Baisse d'impôt pour les plus riches

De l'État Providence à l'État Provigo

Dans les années 60 et 70, les politiques des différents gouvernements cherchent à donner à l'État un rôle plus important. On a souvent parlé de l'État providence : il intervient directement dans la redistribution de la richesse, développe des services publics universels et gratuits, élargit les protections sociales, etc. Le moyen de financer ces dépenses passe par l'impôt des particuliers, mais aussi des grandes entreprises, ainsi que par le contrôle de sociétés d'État (comme Hydro-Québec, par exemple). Des politiques associées à la gauche, puisqu'elles veillent au bien commun.

Au cours des années 1980, c'est le début d'un glissement vers le néolibéralisme : une idéologie qui bat son plein au Québec de nos jours. L'État providence a cédé progressivement la place à ce que l'on a appelé l'État Provigo : un État géré davantage comme une entreprise, où les personnes qui prennent les décisions accordent la priorité à la productivité et à la rentabilité. En plus de voir l'État comme une entreprise, l'idéologie néolibérale défend l'idée que le gouvernement devrait intervenir le moins possible dans la société, laissant toute la liberté à l'économie de marché de régler les problèmes sociaux.

Derrière l'idéologie néolibérale se cache la formule magique de l'austérité, véritable mantra des temps modernes. Elle prend souvent la forme d'un paquet de mesures pour réduire les dépenses dans les programmes sociaux, hausser les tarifs dans les services publics, augmenter ou instaurer de nouvelles taxes, dans le but d'améliorer l'état des finances publiques et d'atteindre le déficit zéro d'un pays. Ces mesures augmentent les inégalités économiques et sociales. Au-delà des dégâts sociaux que ces mesures provoquent, des organisations comme le FMI conviennent depuis plusieurs années que les politiques d'austérité ne favorisent pas la croissance économique ni la prospérité des États.

Le populisme : une tendance lourde

Le populisme apparaît généralement en période de crise sociale. À l'origine, il se caractérisait par la volonté de défendre les intérêts du peuple face à ceux des élites corrompues. De nos jours, les stratégies populistes sont vues comme négatives. Le terme désigne, pour les discréditer, toute idéologie qui cherche à rompre avec l'ordre établi. Pourtant, les stratégies populistes sont souvent utilisées par des partis et des personnalités politiques, qui tout en appartenant à ces élites (ce sont des entrepreneurs, des banquiers, des personnes haut placées et influentes) prétendent connaître les réalités et difficultés vécues par les gens ordinaires, et vouloir s'y attaquer. Les discours populistes présentent généralement une vision simplifiée de la réalité. Plus souvent associés à la droite conservatrice, ils peuvent parfois servir des partis associés à la gauche.

La politicienne ou le politicien populiste se présente comme un être spontané et proche du peuple, peu conventionnel, avec un passé humble (c'est souvent une personne qui dit avoir construit sa fortune en partant de rien, grâce à son effort et son travail, et devient même un modèle de succès à imiter). Se servant de cette notoriété, il ou elle présente une réalité déformée (en se servant souvent de fake news***). Cela lui permet de rejoindre les couches les plus appauvries de la société, souvent par la création d'un bouc émissaire responsable de tous leurs problèmes (un État trop présent, une grande affluence des populations migrantes, etc.).

*** Fake news : fausses informations, montées de toute pièce, qui cherchent à tromper la lectrice ou le lecteur afin d'influencer son opinion, dans le but d'obtenir un avantage financier ou politique. Les fausses nouvelles peuvent être créées par des individus de la société civile, des personnalités publiques, des médias, mais aussi par des personnes au pouvoir tels que des chefs d'État ou des gouvernements. Souvent, les fausses nouvelles portent un titre accrocheur, ce qui permet d'augmenter le nombre de visites sur un site internet, ainsi que le nombre de partages de l'article en question. Le phénomène des fausses nouvelles doit beaucoup au développement des médias sociaux.

LE PROCESSUS ÉLECTORAL

LA DATE DES ÉLECTIONS

Élections générales à date fixe

Au Québec, les élections générales provinciales se tiennent dorénavant à date fixe. Elles ont lieu tous les quatre ans, le premier lundi du mois d'octobre. Ce sera la première fois en 2018.

Élections partielles

Lorsqu'un siège à l'Assemblée nationale devient vacant en cours de mandat du gouvernement, le premier ministre doit déclencher une élection pour combler le siège dans les six mois suivants.

LE MODE DE SCRUTIN

Le Québec est une démocratie représentative. C'est-à-dire que les électrices et électeurs choisissent des représentantes et des représentants pour écrire et voter les lois à leur place. Un mode de scrutin permet de transformer les votes de chaque citoyenne et citoyen en parlement et en gouvernement. Il y a deux grandes familles : le mode majoritaire et proportionnel.

Majoritaire

Le mode de scrutin du Québec est majoritaire. Le jour du scrutin, 125 élections ont lieu en même temps, c'est-à-dire dans toutes les circonscriptions. Pour chaque circonscription, peu importe le nombre d'électeurs et d'électrices qu'elle compte, la candidate ou le candidat qui obtient le plus de votes est élu. Le résultat dans une circonscription donnée n'a aucun effet sur les autres circonscriptions.

Proportionnel

Plusieurs pays comme l'Allemagne ou la Nouvelle-Zélande ont un système électoral proportionnel. Le nombre de votes obtenus à l'échelle nationale détermine le nombre de députées et députés d'un parti (45 % des votes = 45 % des députées et députés). Ainsi, chaque parti politique exerce un poids au parlement qui correspond à l'appui populaire reçu lors des élections. Ce mode de scrutin proportionnel permet rarement à un seul parti de gouverner en solitaire, puisqu'il devrait avoir obtenu plus de 50 % des votes pour devenir majoritaire. Les partis sont plutôt appelés à former des coalitions, donc à partager le gouvernement à plusieurs.

Animation 4:

Que pensez-vous du mode de scrutin majoritaire par rapport au mode de scrutin proportionnel? Trouvez-vous cela juste ou injuste? Démocratique?

GOVERNEMENT MAJORITAIRE OU MINORITAIRE?

Qu'est-ce que ça veut dire?

On parle d'un gouvernement majoritaire quand il est constitué d'un seul parti dont les députées et députés représentent une majorité simple (50 % + 1) au sein de l'Assemblée nationale. Un parti doit donc faire élire 63 députées ou députés pour être majoritaire. Lors des dernières élections, le Parti libéral du Québec détenait 70 sièges.

Qu'est-ce que ça change?

Au Québec, toutes les décisions (adoption d'une loi, d'un budget ou d'une motion) à l'Assemblée nationale se prennent à la majorité simple des députées et députés (50 % + 1). Un gouvernement majoritaire peut gouverner sans trop se soucier des partis d'opposition puisque le nombre de ses députées et députés lui assure d'obtenir la majorité lors des votes. Le parti au pouvoir peut donc faire adopter toutes les politiques qu'il souhaite mettre en place, même les plus controversées.

Un gouvernement minoritaire dispose d'une marge de manœuvre plus petite. Il doit tenir compte des autres partis et créer des alliances temporaires (ou durables) pour obtenir une majorité lors des votes. Par conséquent, il se doit d'être plus à l'écoute et de faire des compromis.

LES ÉLECTRICES ET ÉLECTEURS

ALLEZ OU NE PAS ALLEZ VOTER?

Lors des dernières élections provinciales (2014), environ 71 % des électrices et électeurs inscrits ont voté. Plus de 28 % se sont donc abstenus. Pour certaines personnes, voter est un droit très important, étant donné que beaucoup de pays luttent encore pour l'obtenir. Pour d'autres, voter est la seule occasion de participer à la vie démocratique de leur pays, de leur province ou de leur municipalité. Dans certains pays, comme l'Australie, voter est même une obligation. Alors que certaines personnes se présentent aux urnes pour annuler leur vote, plus d'un quart de la population québécoise s'abstient d'aller voter.

Quelles en sont les raisons?

Parce qu'aucun parti politique ne correspond à leurs valeurs : bien qu'il y ait de nombreux partis politiques au Québec, avec diverses idées et valeurs, cela ne signifie pas que vous trouverez nécessairement parmi les candidates et candidats qui se présentent dans votre circonscription une personne qui partage vos valeurs.

Par cynisme : certaines personnes pensent que tous les partis politiques sont du pareil au même et que voter pour un parti ou pour un autre ne changera rien.

Parce qu'ils ne croient pas en la démocratie représentative : certaines personnes jugent que la démocratie représentative est antidémocratique contrairement à d'autres formes de démocratie ou d'action plus directes, et refusent de légitimer un tel système en allant voter.

Par manque de connaissance : encore trop de personnes ne vont pas voter en raison d'un faible niveau de compréhension des enjeux électoraux ou encore de leur analphabétisme. Les médias ne faisant état que des enjeux économiques, plusieurs personnes ne se sentent pas concernées par l'appel aux urnes ou n'y comprennent rien.

En raison d'une limitation physique : bien que les principaux partis politiques offrent des services de transport pour aller voter le jour des élections, cela ne permet pas de répondre à tous les besoins particuliers

LES CANDIDATES ET CANDIDATS

INVESTITURE

Les personnes qui se présentent comme candidates ou candidat pour un parti politique doivent être désignées. Généralement, l'investiture s'obtient au terme d'une assemblée des membres du parti dans la circonscription. Dans certains partis, l'investiture relève cependant du chef du parti qui désigne les personnes candidates.

REPRÉSENTATIVITÉ SOCIALE

La majorité des personnes élues lors dernières élections provinciales (2014) sont des hommes blancs, âgés de plus de 35 ans. Cette situation est bien loin de refléter la réalité de la population québécoise. Par exemple :

Les femmes

Bien qu'elles représentent plus de la moitié de la population du Québec, les femmes ne représentaient alors qu'un peu plus du quart de l'ensemble des personnes élues (34 sur 125). Une diminution par rapport aux élections précédentes où elles formaient près du tiers des parlementaires (41 sur 125).

Les jeunes

Les députées et députés de moins de 40 ans n'occupent que 10 % des sièges à l'Assemblée nationale, tandis qu'elles et ils composent 27 % de la population québécoise. Une représentation près de trois fois inférieure.

Les personnes racisées***

Il existe peu de données sur la proportion de personnes racisées étant candidates au niveau provincial. On peut toutefois remarquer qu'il n'y a actuellement que 11 personnes racisées à l'Assemblée nationale (sur 125 sièges). Elles constituent donc moins de 9 % des parlementaires, alors qu'elles représentent environ 13 % de la population du Québec.

***Une personne racisée, c'est une personne qui subit le racisme. On attribue à cette personne une façon particulière de faire, d'être et de penser à cause de ses traits physiques, culturels,

religieux, de langue ou géographiques. On lui attribue aussi une étiquette qui découle de l'idée fautive selon laquelle les races humaines existent. Autrement dit, on construit des différences là où il n'en existe pas. La personne racisée est alors considérée comme une catégorie qui se distingue des autres et est réduite à une image caricaturale.

Animation 5 : Interpellons nos parlementaires!

Vous pouvez, à la suite de cette formation, définir en groupe 3-4 enjeux qui vous touchent le plus dans vos vies, formuler des questions autour de ceux-ci et les adresser à vos candidates et candidats, et ce par plusieurs voies :

Leur écrire et envoyer une lettre (pensez à demander un accusé de réception!)

Prendre rendez-vous avec votre députée ou député dans leur bureau de comté

Assister à un acte public dans votre circonscription, une conférence de presse, un acte de campagne, etc.

Inviter votre députée ou député dans votre organisme pour rencontrer la population et prendre le pouls des besoins locaux.

Pensez à garder le contact avec vos représentantes et vos représentants!

LES PARTIS POLITIQUES

Les différents partis

Actuellement, il y a 21 partis politiques enregistrés auprès d'Élection Québec. Par souci de clarté, nous allons présenter brièvement les principales orientations des quatre partis qui siègent pour le moment à l'Assemblée nationale. Par la suite, vous trouverez les informations et références concernant les autres partis qui se présentent aux élections. Nous vous invitons à vous informer davantage sur leurs plateformes respectives, à en discuter avec votre entourage, etc. Bref, à développer votre propre vision critique!

Coalition avenir Québec - L'équipe François Legault (CAQ)

Chef : François Legault

www.coalitionavenirquebec.org/fr

Orientations : Le parti fait la promotion d'un Québec fort dans un Canada uni. Son programme politique semble être de tendance populiste : on y retrouve des promesses vagues, parfois contradictoires, qui cherchent à séduire aussi bien des personnes plus progressistes que plus conservatrices. Par exemple, il insiste sur la nécessité de relancer l'économie tout en promettant un plus grand investissement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il est à noter qu'il propose le contrôle et la réduction de l'immigration. Se réclamant du centre-droit, il succède sur l'échiquier politique à l'Action démocratique du Québec (1994-2012).

Parti libéral du Québec/Quebec Liberal Party (PLQ)

Chef : Philippe Couillard

www.plq.org/fr

Orientations : Parti fédéraliste, il prône un Québec évoluant au sein de la fédération canadienne. C'est le parti de la liberté individuelle et de la liberté économique. Depuis l'arrivée de Jean Charest à la tête de ce parti à la fin des années 1990, celui-ci a pris une orientation anti-interventionniste et néolibérale. Suivant cette idéologie relevant de la droite, le PLQ, lorsqu'il était au pouvoir, a réduit les impôts des entreprises et des particuliers. Pour compenser

ces baisses d'impôt, le Parti libéral a accentué l'approche utilisateur-payeur dans de nombreux services publics en augmentant les tarifs (électricité, frais de scolarité, taxe santé, parcs nationaux, etc.). Il a mis en place des partenariats entre les secteurs public et privé (PPP).

Parti québécois (PQ)

Chef : Jean-François Lisée

www.pq.org

Orientations : Le parti est un parti souverainiste, c'est-à-dire qu'il pense que le Québec doit se retirer du Canada pour devenir un pays indépendant. Bien qu'il se dise à gauche sur le plan idéologique, le PQ a pris un virage nettement plus à droite au milieu des années 1990. Rappelons que le PQ a appliqué d'importantes baisses d'impôts au début des années 2000. Il a lancé la course au « déficit zéro » qui a entraîné la retraite anticipée de milliers de professionnelles et professionnels de la santé et la diminution de l'accès à plusieurs programmes sociaux, comme l'aide juridique. Également, lors de son bref passage au pouvoir en 2012-2013, le PQ proposa une « charte des valeurs québécoises » qui ciblait particulièrement certains groupes de personnes. Selon certaines et certains, cette proposition attisa une montée de l'intolérance et du racisme au Québec.

Il préconise une approche plus interventionniste de l'État. Il est toutefois arrivé que le parti prenne une orientation économique de centre-droit.

Québec solidaire (QS)

Chef : Outre pour l'inscription auprès du DGEQ Québec solidaire n'a pas de chef.

Porte-Paroles : Gabriel Nadeau-Dubois et Manon Massé

www.quebecsolidaire.net

Orientations : Parti de gauche souverainiste, le parti prône que la justice sociale passe par l'intervention de l'État dans l'économie, la redistribution des richesses et par l'investissement dans les programmes sociaux, les services publics et l'action communautaire autonome. Le parti défend des valeurs féministes, environnementalistes et d'inclusion.

Liste des autres partis :

Alliance provinciale du Québec

Chef : Sébastien Roy

www.facebook.com/AllianceProvinciale

Bloc pot

Chef : Jean-Patrick Berthiaume

www.blocpot.qc.ca

Changement intégrité pour notre Québec

Chef : Éric Émond

www.cinqleparti.org

Citoyens au pouvoir du Québec

Chef : Stéphane Blais

www.citoyensaupouvoir.ca

Droit des sans droits

Chef : Marc Fournier

Équipe autonomiste

Chef : Stéphane Pouleur
www.equipeautonomiste.ca

Nouveau Parti démocratique du Québec

Chef : Raphaël Fortin
www.npdq.org

Parti conservateur du Québec - Conservative Party of Quebec

Chef : Adrien Pouliot
www.particonservateurquebec.org

Parti culinaire du Québec

Chef : Jean-Louis Thémistocle
www.facebook.com/particulinaireduquebec

Parti équitable

Chef : Patricia Dominigos
www.facebook.com/partieequitableqc

Parti libre

Chef : Michel Leclerc
www.partilibrestsauveur.artsante.com

Parti marxiste-léniniste du Québec

Chef : Pierre Chenier
www.pmlq.qc.ca

Parti nul

Chef : Renaud Blais
www.partinul.org

Parti vert du Québec - Green Party of Quebec

Chef : Alex Tyrrel
www.pvq.qc.ca

Parti 51

Chef : Hans Mercier
www.parti51.com

Québec cosmopolitain - Cosmopolitan Quebec

Chef : Kamal G. Lutfi
<https://quebeccosmopolitain.org>

Québec en marche

Chef : Henriot Gingras
www.facebook.com/Quebecenmarche

LES PROMESSES ÉLECTORALES

Lors des élections, les partis formulent des promesses électorales dans le but de convaincre les électrices et électeurs de voter pour leurs candidates et candidats. Toutefois, rien n'oblige les partis à respecter leurs promesses une fois au pouvoir. Il arrive trop souvent que les partis font l'inverse de ce qu'ils ont promis.

QUELQUES ENJEUX À SUIVRE DE PRÈS

Les enjeux électoraux	Accord	Désaccord
ÉCONOMIE		
Augmentation des tarifs des services publics	PLQ, CAQ	QS, PQ
Partenariat public-privé (PPP)	PLQ, CAQ	PQ, QS
ÉDUCATION		
Augmentation des frais de scolarité	CAQ, PLQ, PQ	QS
Abolition des commissions scolaires	CAQ	PLQ, PQ, QS
Réduction des subventions accordées aux écoles privées	PQ, QS	PLQ, CAQ
ENVIRONNEMENT		
Réduction de l'utilisation du pétrole	PQ, QS, PLQ	CAQ
Normes environnementales plus sévères	QS, PQ	CAQ, PLQ
POLITIQUES LINGUISTIQUES		
Obligation du français comme langue de travail	PQ, QS	CAQ, PLQ
Meilleure protection de la langue française au Québec	CAQ, PQ, QS	PLQ
PROGRAMMES SOCIAUX		
Augmentation des prestations d'aide sociale	QS, PQ	CAQ, PLQ
Augmentation des frais pour une place en garderie publique	CAQ, PLQ	PQ, QS
Privatisation du système de santé	CAQ, PLQ	PQ, QS
TAXES ET IMPÔTS		
Augmentation d'impôt des personnes les plus riches	PQ, QS	PLQ, CAQ
Augmentation d'impôt des grandes entreprises	PQ, QS	CAQ, PLQ
Augmentation des redevances sur les ressources naturelles	PQ, QS	CAQ, PLQ
NATIONALISME		
Souveraineté du Québec	PQ, QS	PLQ, CAQ
LAÏCITÉ		
Interdire le port des signes religieux à toutes les personnes employées de l'État	PQ	PLQ, QS, CAQ
Interdire le port des signes religieux aux personnes employées de l'État ayant un pouvoir de coercition (ex. juges)	PQ, CAQ, QS	PLQ

LES ENJEUX NÉGLIGÉS

Pendant une campagne électorale, les partis parlent généralement des besoins de l'économie ou de la nation, ou encore de la dette publique. Ils veulent donner l'impression que ces sujets dont ils parlent sont plus importants que le reste. Pourtant leur vision des choses risque de ne profiter qu'à une minorité de gens riches.

En réalité, la répartition des richesses et l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale représentent des enjeux qui ne semblent pas une priorité politique pour la majorité des partis au pouvoir. Pour le MÉPACQ, ces enjeux devraient au contraire déterminer l'issue d'une élection.

Voici quelques exemples des enjeux négligés par les campagnes électorales :

La lutte à la pauvreté

Dans son dernier plan de lutte à la pauvreté (2017), le gouvernement libéral prétend s'attaquer à la pauvreté presque uniquement en favorisant l'accès à l'emploi. Par exemple, le programme « Objectif Emploi » force les primo-demandeurs de l'aide sociale à s'orienter vers des programmes d'employabilité, sous peine de se faire couper une partie importante de leurs prestations en cas de refus, limitant considérablement leurs droits sociaux. Au contraire, pour mener une véritable lutte contre la pauvreté, le gouvernement devrait s'attaquer à ses causes en augmentant le revenu direct des personnes, en bonifiant les programmes sociaux et en réformant la fiscalité de manière à redistribuer équitablement la richesse.

*** Pour en savoir plus : pauvrete.qc.ca; fcpsq.qc.ca; aubasdelechelle.qc.ca

L'équité salariale entre les femmes et les hommes

Au Québec, le revenu moyen du cinquième de la population le plus pauvre se situe à 10 000 \$ par année et celui du cinquième le plus riche s'élève à 100 000 \$. Comme par hasard, on retrouve beaucoup plus de femmes dans le premier groupe que dans le second! Encore aujourd'hui, les femmes continuent de gagner en moyenne 85 % du salaire des hommes environ. Ce qui veut dire que pour chaque dollar qu'un homme gagne, une femme gagne 85 cents, et ce pour la même tâche. Or, malgré cette inégalité qui perdure, les partis politiques ne s'y intéressent pas assez.

*** Pour en savoir plus : ffq.qc.ca et rcentres.qc.ca

Du travail à un salaire décent

Le salaire minimum ne suffit pas à garantir un revenu au-delà du seuil de faible revenu, même si l'on travaille à temps plein. En effet, les banques alimentaires accueillent de plus en plus de travailleuses et de travailleurs. Pour régler ce problème, le gouvernement doit hausser rapidement le salaire minimum. C'est pourquoi plusieurs groupes revendiquent des mesures pour atteindre un revenu viable (par exemple, en haussant le salaire minimum à 15 \$ l'heure.)

*** Pour en savoir plus : www.minimum15.quebec

Un système de santé public

L'augmentation du recours au privé dans le système de santé marque les dernières décennies. Il y était déjà présent (soins dentaires, examens de la vue, médicaments, etc.). Toutefois, une privatisation plus profonde a maintenant pris le relais. Dorénavant, les cliniques privées, les

agences privées de soins infirmiers, les centres d'accueil privés pour personnes âgées en perte d'autonomie prennent toujours plus de place. On nous dit que le système public est trop coûteux et inefficace et que les listes d'attentes s'allongent sans cesse. La solution proposée est le recours au privé. Pourtant, cette avenue coûte plus cher et augmente les inégalités sociales. Est-ce cela que nous désirons?

*** Pour en savoir plus : campagne « Valorisation, promotion et préservation des services publics de la Fédération de la santé et des services de la CSN » www.bit.ly/2MQmhRz

Les discriminations sociales et raciales

De plus en plus, le fossé des inégalités se creuse dans nos sociétés. Le besoin constant de profits recherché par les grandes corporations appauvrit davantage les travailleuses et travailleurs. Il oblige des milliers de personnes à migrer vers les pays plus industrialisés. Dans ce contexte malsain de compétition, de plus en plus de politiciennes et politiciens, de médias et de groupes sociaux dits « locaux » reprennent des idées et des stratégies qui ciblent les communautés les plus marginalisées de la société. Des discours nocifs et dangereux rendent responsables de la précarité de l'emploi ou de la difficulté de l'accès aux logements, aux soins de santé, à l'éducation gratuite, etc. les personnes immigrantes, les personnes racisées, les personnes touchant des prestations sociales, les jeunes, ou encore les femmes. Les victimes des discriminations historiques sont désignées comme les responsables de l'ensemble de nos malheurs.

*** Pour en savoir plus voir notre nouvel outil sur le racisme au Québec au mepacq.qc.ca

La montée de l'extrême-droite

On dit souvent que l'être humain est doué pour refaire deux fois la même erreur. De fait, il aura suffi moins d'un siècle pour voir les idées fascistes reprendre de l'ampleur dans nos sociétés, malgré les traumatismes provoqués par le nazisme, aussi bien en Europe que de ce côté de l'Atlantique. Loin de représenter une tendance marginale, un nombre croissant de groupes, plus ou moins organisés, mettent de l'avant des discours racistes, anti-immigration, homophobes, qui dénigrent les femmes et visent à retourner à un certain « bon vieux temps où tout était plus facile ». Reste à se demander : facile pour qui? Ce qui inquiète davantage, c'est la montée au pouvoir des partis politiques qui reprennent ces idéologies (pensons à Donald Trump aux États-Unis, ou à Matteo Salvini, récemment élu premier ministre de l'Italie).

*** Pour en savoir plus www.xaviercamus.com et www.montreal-antifasciste.info/fr/cartographie-de-lextrême-droite

La violence faite aux femmes

Dans un contexte mondial de retour des valeurs les plus conservatrices et de restriction des libertés, c'est une bouffée d'espoir de voir comment les femmes, un peu partout sur la planète, se mobilisent pour se battre contre toutes les formes de violence qui leurs sont faites (pensons au mouvement #Metoo et #Moiaussi). Depuis plusieurs années, nous assistons à des vagues de dénonciations provenant des mouvements féministes québécois qui reflètent la détermination des femmes. On doit souligner le courage immense des femmes autochtones de Val-d'Or, qui ont osé lever le voile sur l'omerta qui se vit dans la région autour de la violence sexuelle qu'exercent sur elles certains policiers. Par ailleurs, rappelons le mouvement #Agressionnondénoncée, émanant il y a deux ans des milieux universitaires, nous permettant de prendre conscience du nombre faramineux d'agressions quotidiennes qui se produisent autour de nous, sans qu'on s'en rende compte. Ces différents événements ont permis d'ouvrir les discussions et les débats autour d'enjeux de société fondamentaux comme le harcèlement,

le consentement, l'intersection entre les oppressions de sexe et raciales, la place de l'éducation à la sexualité dans les cursus académiques, etc. Maintenant, il est temps de passer des mots aux actions et que des politiques publiques à la hauteur du défi en découlent.

*** Pour en savoir plus : www.cdeacf.ca/12jours

La liberté d'expression

Dans les dernières années, nous avons assisté à une multiplication de lois qui s'attaquent aux droits fondamentaux, qui limitent la liberté d'expression et d'association. Par exemple, les lois limitant le droit de manifester, les lois antisyndicales ou antiféministes et les lois municipales anti-masques, les arrestations préventives, le profilage politique. Allons-nous de plus en plus vers un État policier?

*** Pour en savoir plus : liguedesdroits.ca

Un environnement sain

La crise environnementale prend plusieurs formes : pollution de l'eau, de l'air et des sols, bien sûr, mais aussi réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles et disparition de nombreuses espèces. La lutte pour la protection de l'environnement se heurte constamment aux intérêts économiques et aux trop timides actions des gouvernements. Quand les politiciennes et politiciens feront-ils de l'environnement une priorité politique?

*** Pour en savoir plus : rqge.org; eausecours.org

NOUS AVONS LES MOYENS DE NOS PROJETS SOCIAUX!

Les compressions dans les services publics et les programmes sociaux affectent les conditions de vie de la population, particulièrement des personnes en situation de pauvreté. Nous pensons qu'il existe des solutions afin d'éviter de privatiser et d'augmenter les tarifs de nos services sociaux et que ces solutions doivent passer par des mesures fiscales favorisant une meilleure redistribution de la richesse. Voici quelques exemples proposés par la Coalition Main rouge (<http://nonauxhausses.org/>).

Établir 10 paliers d'imposition pour les particuliers, de façon à taxer davantage les gens très riches;

Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15 % (actuellement à 11,9 %);

Augmenter la contribution fiscale des institutions financières (banques, Desjardins, etc.), notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières;

Contrôler le coût des médicaments.

LORSQUE VOTER NE SUFFIT PAS

La démocratie prend son sens quand c'est le peuple qui exerce le pouvoir. Toutefois, l'expérience et les pratiques politiques nous démontrent qu'entre deux élections, les élus et élus agissent souvent plus comme des dirigeantes et dirigeants d'entreprise que comme des représentantes et représentants du peuple. Pour le MÉPACQ, la démocratie dépasse la simple inscription d'un « X » sur un bulletin de vote. Ça signifie aussi qu'entre deux votes, l'on doit faire quelque chose si l'on veut vivre en démocratie!

Ensemble, nous pouvons analyser les enjeux sociaux, identifier les problèmes et leur trouver des solutions et passer à l'action pour que ça change. Prendre la rue reste un des meilleurs

moyens pour défendre nos intérêts et faire entendre notre volonté politique au gouvernement! Les manifestations d'envergure du printemps 2012, ainsi que la multiplication des mobilisations contre l'austérité de la dernière année nous ont prouvé que nous pouvons nous mobiliser pour dénoncer les problèmes sociaux et exiger plus de justice et d'égalité. La prochaine manifestation à laquelle vous participerez changera peut-être le cours de l'histoire! Les protections sociales ont toutes été introduites à la suite de pressions des citoyennes et citoyens qui se sont organisés. Soyons actives et actifs si l'on veut vivre dans une démocratie qui répond à nos besoins et à nos espoirs!

Animation 6 : Et si l'on s'organisait?

Identifier un enjeu prioritaire sur lequel le groupe aimerait se mobiliser. (Ex. : le changement climatique)

Par la suite, on lance une tempête d'idées sur les différents types d'actions qu'on peut mener pour lutter sur cet enjeu (ex. : monter une petite pièce de théâtre, tenir un kiosque d'information à l'école du coin, mobiliser la population locale pour prendre part à une manifestation, etc.)

On peut nommer les actions que votre groupe a menées par le passé. Il est toujours bon de se rappeler les bons coups!

Si vous avez besoin d'inspiration, le MÉPACQ a produit un outil sur le sujet : « Déranger et désobéir pour l'avancement de nos droits. Petit guide pour démystifier l'action dérangeante et la désobéissance civile ».

L'objectif de cet atelier est de prendre conscience ensemble de notre pouvoir d'action collectif, notre impact et notre capacité de transformer le monde. Pour le MÉPACQ, c'est fondamental de passer de la parole aux actes, c'est d'ailleurs la base de l'éducation populaire autonome!

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA POLITIQUE PROVINCIALE :

Directeur général des élections, Élections Québec [en ligne], 2018, <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/>

Assemblée nationale du Québec, Encyclopédie du parlementarisme québécois [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/index.html>

Assemblée nationale du Québec, L'ABC de l'Assemblée [en ligne], 2016, <http://www.assnat.qc.ca/fr/abc-assemblee/index.html>

Ou bien renseignez-vous auprès de votre table régionale. Des ateliers sur demande sont également disponibles. C'est avec plaisir que nous viendrons animer une séance dans votre organisme!

AGÉPA - Centre- du-Québec
819 795-4441
agepa@videotron.ca

MÉPAC - Saguenay-Lac-Saint-Jean
Chibougamau-Chapais
418 412-4545

coordination@mepac.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière
450 752-4700
info@mepal.net

RÉPAC-03-12
Québec et Chaudière-Appalaches
418 523-4158
repac@repac.org

RÉPAT - Abitibi-Témiscamingue
819 762-3114
info@lerepat.org

ROÉPAM - Mauricie
819 379-2889
roepam.mauricie@gmail.com

Table des groupes populaires - Côte-Nord
418 589-2809
table@groupepopulaires.org

TROVEP de l'Estrie
819 566-2727
trovepe@gmail.com

TROVEP de la Montérégie
450 443-9330
jtrovepm@synd-champlain.qc.ca

TROVEP de Montréal
514 527-1112
coordo@trovepmontreal.org

TROVEP de l'Outaouais
819 771-5862
vincenttrovepo@gmail.com